

Marché public de services (prestations intellectuelles)

Intitulé :

**ACCORD CADRE DE MAITRISE D'ŒUVRE DEMOLITION
SUR LE PERIMETRE DE SUR LE PÉRIMÈTRE DE L'OIN BORDEAUX
EURATLANTIQUE**

Pouvoir adjudicateur¹ :

**ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT DE BORDEAUX-
EURATLANTIQUE**

Représentant du pouvoir adjudicateur² :

LA DIRECTRICE GENERALE

APPEL D'OFFRES OUVERT

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

¹ Décret n° 2010-306 du 22 mars 2010 modifié par le décret n°2015-977 du 31 juillet 2015

² Arrêté ministériel du 1^{er} septembre 2014

ARTICLE 1. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1. Contexte de la mission

A l'occasion de la mise en service de la future Liaison ferroviaire à Grande Vitesse (LGV) connectant directement Bordeaux avec Paris en 2h10, puis avec Toulouse et l'Espagne, l'Etat, les communes de Bordeaux, Bègles et Floirac, Bordeaux Métropole et le Conseil Régional d'Aquitaine accordent un intérêt particulier à la réalisation d'un projet urbain ambitieux dans l'aire d'influence de la gare Saint-Jean et ont décidé de faire converger leurs efforts et moyens dans plusieurs buts :

Doter l'agglomération bordelaise d'une nouvelle centralité s'appuyant notamment sur un pôle tertiaire d'envergure nationale et européenne ;

Développer une offre de logements diversifiée et élevée, contribuant à densifier le centre de l'agglomération et apportant une contribution significative aux besoins de ses habitants actuels et futurs ;

Concevoir et mettre en œuvre les stratégies permettant d'ériger un projet de référence en matière d'intégration des problématiques environnementales dans les projets de développement sociaux, urbains et économiques.

Ce projet baptisé « Bordeaux-Euratlantique » a été promu par l'Etat au rang d'Opération d'Intérêt National (OIN) par décret du 5 novembre 2009 et s'est traduit par la création d'un Etablissement Public d'Aménagement (EPA) par décret du 22 mars 2010.

L'Etablissement Public d'Aménagement Bordeaux-Euratlantique est l'outil de mise en œuvre de l'opération d'aménagement projetée au sein du périmètre de l'Opération d'Intérêt National du même nom. La gouvernance de l'EPA est confiée à un conseil d'administration composé paritairement de représentants de l'Etat et d'élus locaux. Le projet d'aménagement se concrétise par la mise en œuvre, sur une vingtaine d'années, de différents projets urbains (Bordeaux Saint-Jean Belcier ; Garonne Eiffel à Bordeaux et Floirac ; Secteur de Bègles).

Le périmètre de l'OIN porte sur 738 ha répartis sur 3 communes : Bordeaux (386 ha répartis sur les deux rives de la Garonne), Bègles (217 ha) et Floirac (135 ha). Le projet d'aménagement vise à tirer parti d'importantes potentialités foncières issues de friches industrielles et de zones d'activités en décroissance pour proposer un nouveau morceau de ville aux franges du centre historique de la métropole bordelaise.

Sur les 250 hectares aujourd'hui repérés comme mutables, est actuellement envisagée une constructibilité globale de 2 400 000 m² SPC, dont 15 à 18 000 logements et 450 à 500 000 m² SPC de bureaux.

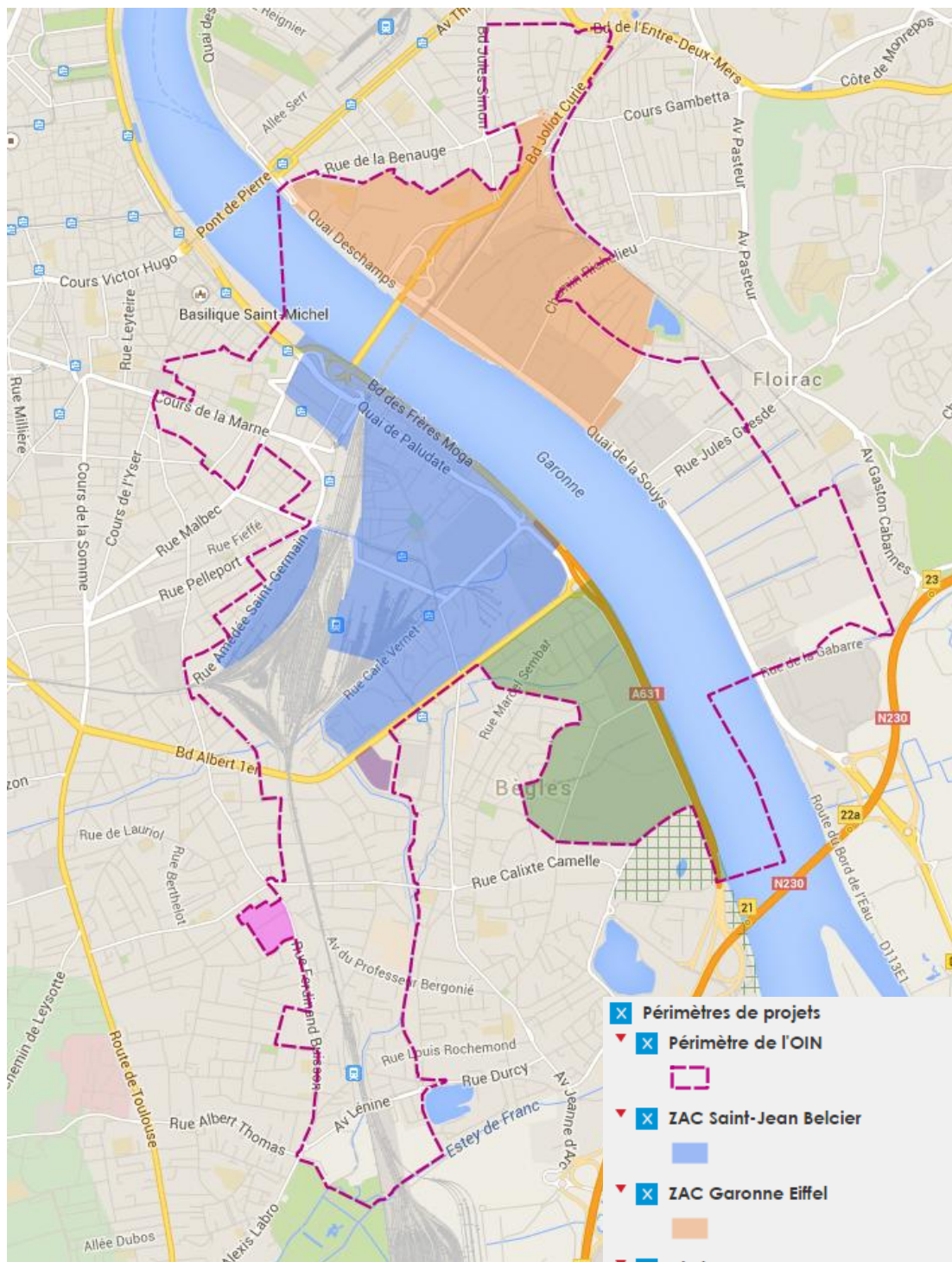
Les enjeux de l'opération sont de :

- Recomposer le territoire. Afin d'opérer le changement d'échelle nécessaire pour ajuster le fonctionnement du secteur à son rôle de porte d'entrée de la métropole bordelaise et de pièce maîtresse de cœur d'agglomération, ce projet développe le réseau des transports en commun, améliore l'accessibilité, redéfinit une trame viaire urbaine en supprimant notamment les profils autoroutiers, propose une meilleure articulation des territoires et des tissus bâtis et densifie le territoire à hauteur de son rôle de centralité...

- Développer un projet urbain durable. La disponibilité des emprises urbaines non encore « rénovées » autour de la gare Saint Jean permet de densifier le cœur de l'agglomération et maîtriser l'étalement urbain, tout en étant à la pointe des enjeux de développement urbain durable. Cela passe notamment par la création d'un projet mixte et diversifié, paysagé mais aussi éco responsable ;
- Créer un projet de rayonnement européen. Au travers d'une offre de bureaux, d'équipements, de services structurants et d'espaces publics qualifiant, participer au dynamisme du quartier et au rayonnement de l'agglomération ;
- Réaliser un centre d'affaire nouvelle génération. L'intégrer dans un tissu urbain mixte et offrant une polarité économique autour de la Gare avec de nouveaux produits immobiliers, dans un environnement à haute valeur ajoutée qui puisse s'étendre au-delà du quartier de la gare et notamment de l'autre côté du pont Saint-Jean sur la rive droite de Bordeaux.

Le projet d'aménagement se concrétisera par la mise en œuvre, sur une vingtaine d'années, de différents projets urbains, à savoir :

- Bordeaux Saint-Jean Belcier : réalisation entamée en 2014 et aujourd'hui bien avancée, avec la livraison de nombreux lots, notamment sur les secteurs d'Armagnac, Amédée, etc. ;
- Garonne Eiffel : plan guide établi et le secteur est désormais entré en phase opérationnelle progressive avec des livraisons de lots, notamment sur le secteur du Belvédère ;
- Bègles Garonne : la programmation urbaine est désormais clarifiée et un urbaniste coordonnateur a été désigné. Les premières opérations sont en phase d'études avec un démarrage progressif des projets en fonction des libérations foncières et des contraintes industrielles ;
- Bègles Faisceau : le secteur reste marqué par des opérations ponctuelles et avance à un rythme plus opportuniste.



- ✕ Périètres de projets
- ✕ Périètre de l'OIN
- ✕ ZAC Saint-Jean Belcier
- ✕ ZAC Garonne Eiffel
- ✕ Bègles Garonne
 - Aire d'étude Bègles Garonne
 - Aire étendue d'étude Bègles
- ✕ Newton Park
- ✕ Cité Numérique

2. Les principaux objectifs du projet

Le projet vise à développer, au cœur de l'agglomération, un morceau de ville en continuité avec le reste de la ville, en offrant un projet de quartier mixte ; habitat, commerces, équipements, et un centre d'affaires « nouvelle génération » combinant toutes les mobilités, un immobilier et des services métropolitains.

Les objectifs du projet sont de :

- Tirer parti de l'arrivée à moyen et à long termes de la LGV pour doter l'agglomération bordelaise d'un centre d'affaire de rayonnement national et européen.
- Développer une nouvelle centralité d'agglomération articulant dimension métropolitaine et vie de proximité.
- Opérer la mutation des friches urbaines et ferroviaires et des terrains aujourd'hui peu valorisés pour développer un nouveau quartier offrant mixité sociale et fonctionnelle.
- Connecter ce nouveau quartier et l'intégrer au reste de l'agglomération par les transports, (renforcement du réseau de transport en commun, création de nouvelles voies de desserte, d'un nouveau franchissement des voies ferrées...), le paysage, (prolongement des quais aménagés par M. Corajoud), l'architecture et l'espace public (aménagement d'un vaste espace public structurant).
- Inciter de nouveaux modes de vie et de nouveaux usages de la ville par une conception durable et sociale des quartiers.
- Développer une offre de logements diversifiée tant dans la taille que dans le type de logements proposés et conforter les quartiers résidentiels existants.
- Maintenir les activités compatibles avec le projet urbain et veiller à leur insertion au sein du quartier.
- Valoriser les modes de déplacements doux par une hiérarchisation des différents flux, une offre de transport en commun adaptée et une offre de parking maîtrisée au sein du quartier.
- Renforcer l'accessibilité et l'insertion de la nouvelle gare TGV par une amélioration de l'offre de transport en commun et la mise en valeur des déplacements doux, et par un accès routier et une offre de parking adaptée.
- Créer des espaces publics, supports d'une vie sociale, adaptés aux nouveaux usages urbains.
- Développer les éléments de nature au sein d'une armature verte dans le projet, notamment par la requalification des bords de Garonne et créer des percées et des cônes de vues vers la Garonne afin de renforcer le lien entre la ville et le fleuve.
- Offrir des équipements de proximité et métropolitains répondant aux besoins des habitants actuels et futurs.
- Protéger et requalifier les éléments de patrimoine remarquables tout en autorisant leur transformation (patrimoine réemployé).

3. La programmation urbaine

Ce projet doit permettre d'accueillir à terme 7 500 résidents supplémentaires, soit plus de 11 000 habitants sur le site et plus de 12 000 salariés.

La programmation urbaine se caractérise par la création d'environ 740 000 m² de Surfaces de Plancher (non comptée la mutabilité fine) répartis selon les ordres de grandeur suivants :

- 40% de logements,
- 40% de bureaux,
- 10% d'équipements (culturels, sportifs, scolaires...),
- 10% d'hôtels, de commerces et d'activités.

Afin d'atteindre ces objectifs, l'EPA Bordeaux Euratlantique sera amené à procéder à la démolition d'une partie de son patrimoine :

- Soit pour sécuriser un site, dont le bâti présenterait un état de vétusté trop prononcé et mettrait en péril la sécurité des personnes ;
- Soit comme opération préalable afin de préparer les lieux avant intervention des entreprises des chantiers de construction.

L'EPA Bordeaux Euratlantique assurera également la Maîtrise d'Ouvrage, entre autre, des opérations suivantes :

- Travaux de VRD et d'espaces publics ;
- Travaux de dépollution ;
- Aménagement des Berges de Garonne ;
- Aménagement du Parc aux Angéliques ;
- Réalisation d'un Réseau de Chaleur Urbaine ;
- Pont Armagnac-Amédée Saint-Germain ;
- Réalisation d'un groupe scolaire...etc...

4. Objet de l'accord-cadre

Dans ce contexte, le présent accord-cadre a pour objet une mission complète de Maîtrise d'œuvre pour les opérations de déconstructions souhaitant être engagées par l'EPA sur le périmètre de l'OIN. Par déconstructions, sont entendus, selon le cas, travaux de désamiantage et/ou déplombage, travaux de confortement provisoires et / ou définitifs des bâtis existants conservés, ainsi que le curage et le démantèlement méthodique des bâtiments, en vue du tri, de la valorisation, du réemploi ou du recyclage des matériaux. Ainsi, le présent accord-cadre intègre les missions d'ingénierie en matière d'économie circulaire appliquée à la déconstruction de bâtiments ou d'ouvrages.

Les missions seront commandées via un bon de commande émis en fonction des besoins pour chaque bâtiment ou ensemble de bâtiments à déconstruire.

5. Lieu et délai d'exécution

Le lieu d'exécution de l'accord-cadre est l'ensemble de l'OIN, même si certaines prestations peuvent être réalisées à distance.

6. Liste des intervenants

Au moment de la remise des offres, les intervenants possibles en interface avec la réalisation des missions de Maîtrise d'œuvre démolition sont les suivants :

Maître de l'Ouvrage

ETABLISSEMENT Public d'Aménagement Bordeaux Euratlantique
emilie.coutzac@bordeaux-euratlantique.fr

AMO sites et sols pollués

BURGEAP

burgeap.bordeaux@groupeginger.com

CSPS Démolition - Dépollution

J2COORDINATION

contact@j2c-coordination.fr

Diagnosticteur

AC ENVIRONNEMENT

bordeaux-euratlantique@ac-environnement.com

7. Organisation des missions

Pour réaliser les différents chantiers de désamiantage, déplombage et déconstruction, l'EPA fera réaliser par son prestataire les diagnostics réglementaires (amiante, termites, plomb), et pourra mandater, via le présent accord-cadre, les missions d'ingénierie en matière d'économie circulaire, en phase études (diagnostics PEMD, diagnostics ressources, fiches ressources, etc.)

Par ailleurs, en fonction du lieu des travaux de démolition, un prestataire mandaté par l'EPA pourra se voir confier toutes les missions relevant des problématiques liées à la pollution des sols : diagnostics pollution, études historiques et documentaires, préconisations de gestion de la pollution des sols pendant la démolition, mises en place et suivis des travaux dépollution...

Sur la base de l'ensemble de ces diagnostics, l'EPA établira un programme de déconstruction. L'ensemble de ces éléments constituera alors les données d'entrée pour le titulaire pour les autres missions qui pourraient lui être confiées (entre autres, la mission DET).

Le Maître d'œuvre désigné devra s'adapter à la diversité du patrimoine de l'EPA, à la diversité de l'assiette foncière (bâti à proximité de terrains ferroviaires, milieu

urbain, secteur regroupant une multiplicité de travaux...etc...), à la cadence des démolitions (démolitions en simultanées), et ainsi qu'à la diversité des missions qui lui seront confiées en fonction.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'il pourra être amené à gérer plusieurs chantiers en simultanés, avec différentes phases d'avancement (Etude, DET, AOR)

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de définir l'ensemble des prestations intellectuelles nécessaires à la réalisation des missions que le titulaire pourrait se voir confier.

8. Modalité de rendu des notes, des rapports

Les premières versions d'une note ou d'un rapport transmis au maître d'ouvrage seront des versions provisoires. Elles seront transmises sous format numérique modifiable afin que l'EPA puisse y déposer ses remarques et commentaires. La version sera dite définitive lorsque le maître d'ouvrage n'aura plus de remarques à porter sur le document. Elle sera ensuite produite au format pdf. L'EPA se réserve la possibilité de demander deux exemplaires papiers en cas de besoin.

ARTICLE 2. DESCRIPTION DES MISSIONS

2.1. Mission 1 : Missions préalables à la déconstruction de l'ouvrage

Mission 1.a - Estimation du Coût des Travaux

L'EPA Bordeaux Euratlantique pourra faire réaliser, via le présent accord-cadre, une étude financière d'estimation des coûts de déconstruction.

La Maîtrise d'œuvre désignée devra réaliser les visites de sites nécessaires à la bonne réalisation de cette mission. Ces visites incluent une reconnaissance et les métrés des différents locaux et volumes qui composent le bâtiment en question. A ce titre, l'EPA communiquera au titulaire de l'accord-cadre les coordonnées des correspondants à contacter afin qu'il puisse organiser cette visite.

Pour permettre et faciliter l'exercice de cette mission, l'EPA mettra à disposition du titulaire l'ensemble des éléments en sa possession : plans, diagnostics, usage précis auquel les ouvrages sont destinés, accès aux bâtiments, informations sur les réseaux, ainsi que l'ensemble des données d'entrée (limite de démolition, type de remise en état du terrain, etc)... Dans l'hypothèse où l'EPA a la connaissance de la présence de matériaux ou produits présentant de l'amiante ou du plomb dans certains locaux, il en fera état et transmettra au Maître d'Œuvre les diagnostics en sa possession. Dans ce cas, le Maître d'œuvre en fera leur analyse complète, communiquera son avis sur les diagnostics réalisés et pourra demander à l'EPA de faire compléter le diagnostic par des sondages et analyses complémentaires.

Les études d'ingénierie permettant d'évaluer le coût de la démolition du bâti concerné sont incluses dans cette mission. Ces études pourront comprendre l'estimation financière des travaux de déplombage, de désamiantage, de gestion des mitoyens, du tri et de l'évacuation des déchets, de la remise en état du site...etc... et de toute prestation indissociable de la démolition.

A l'issue, la Maîtrise d'œuvre émettra un rapport d'estimation du coût de déconstruction contenant à minima :

- Un rappel des objectifs de mission commandées par l'EPA ;
- Une description du(es) ouvrage(s) à démolir, tenant compte du niveau de connaissance en termes de présence d'amiante et de plomb dans le bâtiment ;
- Des plans et vues aériennes matérialisant les bâtiments concernés par l'étude – éventuellement un reportage photographique ;
- La(es) méthodologie(s) de déconstruction envisagée notamment au droit des mitoyens, les différentes hypothèses de remise en état des sols, les hypothèses de stockage et de réemploi des matériaux du site, les différentes possibilités de phasage de la démolition, la(es) méthodologie(s) de confortement provisoire des mitoyens...etc... ;
- L'estimation des coûts de démolition en fonction des différentes préconisations techniques énumérées ci-dessus (méthodologies, phasage...etc...). L'estimation financière sera présentée par poste, chaque poste correspondant à une tâche particulière (ex : curage, évacuation des déchets en filière adaptée, démolition, désamiantage...etc...). Les frais d'installation de chantier, de repliement et de remise en état du site devront également apparaître dans cette étude. Il pourra être demandé à la Maîtrise d'œuvre d'étudier le coût de réalisation de certains postes particuliers (concassage par exemple). Le cas échéant, ce besoin sera clairement stipulé dans la lettre de commande émise par l'EPA. L'étude devra également faire apparaître les limites de prestations prises en compte et les coûts non intégrés ;
- Tout autre élément jugé utile par l'EPA et stipulé au bon de commande.

Après émission du rapport, l'EPA émettra ses remarques sur ce document et le Maître d'œuvre titulaire devra en réaliser sa mise à jour autant de fois que nécessaire.

Sauf stipulations contraires prévues au bon de commande, le Maître d'œuvre devra émettre le livrable au plus tard dans les 15 jours ouvrés après réception du bon de commande.

Cette prestation sera rémunérée par application du prix A.1. du bordereau de prix.

Mission 1.b - Obtention des Permis de Démolir

Constitution des dossiers de demande de permis de démolir

A la demande du Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre désigné sera chargé, de constituer un dossier de demande de permis de démolir pour chaque démolition à venir. Ce dossier sera constitué, conformément à la réglementation en vigueur, à **minima** des éléments suivants :

- Un plan de situation du terrain, faisant apparaître l'échelle et l'orientation du terrain ;
- Une(Des) vue(s) aériennes du ou des bâtiments à démolir ;
- Un plan cadastral du(es) terrain(s) sur le(s)quel(s) se trouvent les bâtis démolis ;
- Un/des plan(s) de masse des constructions à démolir ou s'il y a lieu à conserver, **faisant obligatoirement apparaître sur le terrain :**
 - Les bâtiments à démolir avec indication de longueur, largeur, hauteur – l'emplacement exact des bâtiments sur le terrain devra être précisé ;
 - Les arbres existants, s'il y en a, en indiquant ceux qui seront maintenus et ceux qui seront supprimés ;
 - L'endroit à partir duquel les photos jointes ont été prises, ainsi que l'angle de la prise de vue.

Le plan de masse devra présenter le projet de démolition dans sa totalité et devra permettre de mesurer l'impact de la démolition au regard de l'environnement proche (bâtiments existants et paysage) ;

Afin d'améliorer la lisibilité des plans, 2 plans pourront être demandés par l'EPA : 1 plan de localisation de la parcelle cotée et 1 plan des bâtiments à démolir coté

- Une vue aérienne avec les mêmes indications que celles mentionnées sur le plan de masse ;
- Des photographies originales du ou des bâtiments à démolir (au nombre minimum de deux) prises à distance suffisante pour avoir une vision du ou des bâtiments destiné(s) à la démolition, ainsi que son (leur) insertion dans les lieux avoisinants. Le(s) bâtiment(s) destiné(s) à être démolé(s) devra(ont) être entouré(s) et son(leur) adresse(s) indiquée(s).
- L'imprimé CERFA en vigueur correspondant aux demandes de permis de démolir. Celui-ci sera dûment complété par le titulaire de l'accord-cadre et signé par l'EPA.

Pour l'établissement du plan de masse coté et de la vue aérienne cotée, l'EPA formera le prestataire à l'utilisation du logiciel Qgis (gratuit) pour réaliser ces plans. Les données (fond cadastral, photo aérienne) seront mises à disposition et formatées par l'EPA pour permettre la prise de cote directement depuis le logiciel. Le logiciel permet ensuite d'éditer des cartes sur lesquelles il faudra annoter les cotes des parcelles

En fonction de la localisation des bâtiments à démolir, des pièces complémentaires pourraient être à fournir par la Maîtrise d'œuvre titulaire du présent accord-cadre.

Les pièces à fournir s'adapteront aux évolutions de la réglementation en vigueur, sans que cela ne puisse ouvrir droit à réclamation de la part du titulaire.

Cette mission inclut les éventuels déplacements sur site nécessaires, notamment pour la prise des photographies.

Sauf stipulations contraires au bon de commande, ce dossier sera à fournir à l'EPA par mail dans un délai de 5 jours ouvrés après réception du bon de commande.

Cette mission sera réputée achevée à l'obtention ou au refus du permis de démolir.

Cette prestation sera rémunérée par application du prix A.2. du bordereau de prix.

Mission 1.c - Recherche de réseaux

Pour un bâtiment donné, **ou pour un ensemble de bâtiments situés sur le même site**, une mission de recherche de réseaux peut être confiée au Maître d'œuvre titulaire du présent accord-cadre. Cette mission a pour objectif de reconnaître l'ensemble des réseaux alimentant un bâtiment ou un ensemble de bâtiments situés sur le même site, ou traversant sa(leur) parcelle.

Pour permettre et faciliter l'exercice de cette mission, l'EPA mettra à disposition du titulaire l'ensemble des informations réseaux qu'il a en sa possession.

Cette mission inclut notamment :

- Une visite de site incluant une reconnaissance des différents locaux et volumes du bâtiment. A ce titre, l'EPA communiquera au titulaire de l'accord-cadre les coordonnées des correspondants à contacter afin qu'il puisse organiser cette visite ;
- La réalisation des Déclarations de Travaux (DT) et l'analyse des réponses faites par les exploitants de réseaux aux DT afin d'identifier les exploitants concernés ;
- La prise de contact auprès des concessionnaires, et notamment auprès des interlocuteurs privilégiés de l'EPA ;
- La présence aux réunions mensuelles pour chaque concessionnaire ;
- Toute prestation jugée utile par le titulaire afin de reconnaître de façon exhaustive l'ensemble des réseaux alimentant le bâtiment concerné.

A l'issue, le Moe devra transmettre une note synthétique comprenant à minima :

- L'adresse du(des) bien(s) concerné(s) par l'étude ;
- Le récapitulatif des actions menées par le Moe ;
- La liste des réseaux identifiés alimentant le(s) bien(s) ;
- La liste des réseaux traversant la parcelle concernée. Ces listes seront accompagnées des plans concessionnaires indiquant les types de réseaux, leur localisation, la localisation des compteurs associés...etc...
- Les moyens de débranchement des réseaux identifiés.

De plus, à travers cette note, le Moe devra préciser si des investigations in-situ complémentaires sont nécessaires afin de compléter son étude (investigations à la pelle par exemple).

Etant précisé que dans le cas où les DT auraient été réalisées plus de trois mois avant le démarrage des travaux de démolition, il pourra être demandé au Maître d'œuvre de renouveler la demande de DT et ce, autant de fois que nécessaire.

A défaut de précisions contraires dans la lettre de commande, les délais de réalisation de cette mission sont de 1 mois, à partir de la date de réception du bon de commande.

Cette prestation sera rémunérée par application du prix A.3. du bordereau de prix.

En cas d'investigations complémentaires in-situ, le complément d'étude mené par la Maîtrise d'œuvre désignée, pourra être rémunéré par les prix unitaires E.1. à E.1.3. de la mission 5 « Autres missions d'expertise et d'assistance » du bordereau de prix unitaires et forfaitaires.

Mission 1.d - Suppression des branchements

Pour un bâtiment donné, **ou pour un ensemble de bâtiments situés sur le même site**, une mission de suppression de réseaux pourra être confiée au Maître d'œuvre en complément de la mission 1c « Recherches de réseaux ».

Cette mission inclut notamment :

- Les déplacements sur site si nécessaire ;
- Les demandes de devis de dé raccordement du ou des biens concernés auprès de chaque concessionnaire et pour le compte de l'EPA ;
- Les relances à minima bimensuelles des concessionnaires jusqu'à obtention du(es) devis et l'organisation du suivi de la réception des devis ;
- La présence aux réunions mensuelles pour chaque concessionnaire ;
- La vérification de l'adéquation du devis avec la convention concessionnaire le cas échéant – la demande de mise à jour du devis auprès des concessionnaires en cas de discordance et l'alerte EPA ;
- La vérification de l'adéquation du devis avec les travaux à réaliser - la demande de mise à jour du devis auprès des concessionnaires en cas de discordance et alerte EPA ;
- La négociation des devis si nécessaire ;
- La transmission des devis conformes à l'EPA.

Après commande des prestations de dé raccordement par l'EPA, le Maître d'œuvre organisera et réalisera le suivi des travaux de dé raccordement avec chaque concessionnaire. Pendant les interventions de dé raccordement, au besoin, il gèrera les accès au bâtiment à dé raccorder en se rapprocher de la chargée de mission du patrimoine de l'EPA et la planification des interventions. La Maîtrise d'œuvre devra veiller à la bonne mise en place des protections collectives et individuelles des intervenants.

Cette mission inclut l'ensemble des échanges et des déplacements sur site nécessaires, sans limite de quantité.

La mission sera réputée terminée après réception et validation par l'EPA d'un dossier complet transmis par le Maître d'œuvre et comprenant :

- l'ensemble des attestations de déracordement de chaque concessionnaire ;
- le(s) plan(s) de localisation des coupures physiques réalisées ;
- le cas échéant, de la note relative aux réseaux traversant nécessitant d'être dévotés.

A défaut de précisions contraires dans la lettre de commande, les délais de réalisation de cette mission sont de 2 mois, à partir de la date de réception du bon de commande.

Cette prestation sera rémunérée par application du prix A.4. du bordereau de prix.

2.2. Mission 2 : Assistance à la passation des contrats de travaux

Mission 2a - Rédaction du(des) Dossier(s) de Consultation des Entreprises pour les travaux de désamiantage, de déplombage et déconstruction (Elaboration d'un accord-cadre de déconstruction)

La présente mission de maîtrise d'œuvre a pour objet l'assistance de l'EPA pour l'élaboration d'un accord-cadre de démolition, notamment pour :

- la définition des besoins en matière de déconstruction ;
- la rédaction des pièces techniques et l'appui à l'élaboration des pièces administratives d'un accord-cadre à bons de commande de démolition de bâtiments et d'ouvrages associés.

L'accord-cadre aura pour but de permettre la passation de bons de commande pour des opérations de déconstruction sur un périmètre défini par l'EPA.

Cette consultation devra permettre aux entreprises de présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives produites par l'EPA ainsi que sur la base des pièces techniques élaborées par la Maîtrise d'œuvre.

Le titulaire de cette mission devra notamment :

- analyser les besoins généraux en démolition exprimés par l'EPA ;
- examiner les contraintes techniques récurrentes (pollution, présence d'amiante/plomb, mitoyenneté, contraintes d'accès, environnement urbain...) ;
- prendre en compte la politique de développement durable de l'EPA, notamment en matière de valorisation des déchets (objectif minimum : 80% de valorisation matière des matériaux issus des déconstruction) ;
- prendre en compte le Règlement de Chantier à Faibles Nuisances (RCFN) de l'EPA et l'adapter aux chantiers déconstruction.

Dans ce contexte, le titulaire devra rédiger à minima les pièces suivantes :

- un **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** cadre définissant les prescriptions techniques générales applicables à toutes les démolitions relevant de l'accord-cadre (liste non exhaustive) :
 - Méthodologies générales de désamiantage, déplombage, curage, déconstruction ;
 - Prescriptions relatives au tri, à la gestion et à la valorisation des déchets ;
 - Prescriptions concernant la gestion des mitoyens ou des démolitions partielles ;
 - L'intégration de contraintes liées à la pollution des sols ;
 - Prescriptions des contraintes environnementales et d'économie circulaires (par exemple : préconisations à suivre pour les éventuels stockages et réemplois des matériaux sur site ou sur le périmètre de l'OIN, en application avec la stratégie en la matière à l'EPA) ;
 - Prescriptions de remise en état des sols (remblaiement, nivellement, etc.) ;
 - Attendus en termes de sécurité sur chantier ;
 - Description des livrables à transmettre pendant les différentes phases du chantier (préparation, exécution et post-réception).
- Un **Bordereau de Prix Unitaires (BPU)** type pour l'accord-cadre
- Un **Détail Quantitatif Estimatif (DQE)** type permettant aux entreprises de valoriser leurs offres
- Un **Cadre méthodologique d'analyse des offres** permettant de juger les offres

Le titulaire pourra également être sollicité en appui technique de l'EPA pour l'élaboration des pièces administratives. Il pourra notamment être demandé au titulaire de :

- Proposer les critères techniques et environnementaux de jugement des offres. Ces critères seront retranscrits dans le cadre méthodologique d'analyse des offres
- Définir les capacités techniques et qualifications professionnelles attendues des entreprises candidates
- Préciser les normes, DTY, avis techniques et autres documents de référence applicables
- Justifier l'absence d'allotissement si nécessaire.

La mission donnera lieu à des échanges réguliers avec l'EPA. Le titulaire devra intégrer les remarques et validations successives de l'EPA pour finaliser les documents.

Les délais d'exécution de cette mission seront précisés au coup par coup dans la lettre de commande.

Cette prestation sera rémunérée par application des prix B.1. du bordereau de prix.

Mission 2b - Mise à jour de l'accord-cadre de déconstruction existant

La mission confiée au maître d'œuvre porte sur l'actualisation de l'accord-cadre de démolition existant. Le titulaire devra procéder à la révision des documents techniques et des prescriptions générales afin d'assurer la cohérence de l'accord-cadre avec :

- l'évolution des besoins du maître d'ouvrage ;
- les nouvelles réglementations applicables (environnement, sécurité, gestion des déchets, économie circulaire, etc.) ;
- les retours d'expérience issus de l'exécution des bons de commande précédents

Le titulaire devra notamment assurer les prestations :

- réaliser un diagnostic des documents existants de l'accord-cadre de déconstruction ;
- identifier les points nécessitant une actualisation notamment au regard (liste non exhaustive, communiquée à titre indicatif) :
 - des évolutions réglementaires ;
 - des contraintes techniques rencontrées lors des opérations passées ;
 - des objectifs environnementaux actualisés de l'EPA ;
 - des évolutions des pratiques du secteur (filères de valorisation des matériaux, techniques innovantes de déconstruction).
- mettre à jour les documents techniques suivants :
 - le CCTP cadre pour intégrer les potentielles évolutions (liste non exhaustive, communiquée à titre indicatif) :
 - Méthode et prescriptions techniques (désamiantage, déconstruction, gestion des déchets, nuisances chantier, etc.) ;
 - Objectif de valorisation des déchets actualisé ;
 - Recommandations en matière de stockage, réemploi et remise en état des sites
 - Exigences en matière de suivi environnemental des opérations
 - Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), notamment au regard des retours d'expérience issus de l'exécution des bons de commande précédents ;
 - Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) type ;
 - Les modèles de plans, tableaux et calendriers annexés.
- Vérifier la cohérence des pièces avec les pièces administratives de l'accord-cadre (en appui de l'EPA)
- Proposer les ajustements nécessaires des critères techniques de jugement des offres ;
- Accompagner l'EPA dans la justification des choix techniques et administratifs, y compris en matière d'allotissement.

La mission sera réalisée en lien étroit avec la Maîtrise d'Ouvrage. Le Maître d'œuvre devra organiser des points réguliers de validation des propositions d'actualisation. Les délais d'exécution de cette mission seront précisés au coup par coup dans la lettre de commande.

Cette prestation sera rémunérée par application des prix B.2. du bordereau de prix.

Mission 2c - Analyse des offres

Le titulaire procèdera à l'analyse comparative des offres des entreprises durant la période séparant la réception des plis et la Commission d'analyse des marchés.

Cette analyse sera présentée sous forme de rapport d'analyse comparative, proposant les offres susceptibles d'être retenues conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation. S'il y a lieu, les variantes de ces offres, options et tranches optionnelles seront également analysées.

Ce rapport sera établi sur la base du cadre remis par l'EPA. Il portera notamment sur :

- la vérification que les offres ne comportent pas d'omissions, d'erreur ou de contradiction,
- l'analyse des capacités techniques et financières des candidats soumissionnaires,
- l'analyse de leurs références,
- l'analyse des méthodes et solutions techniques proposées,
- l'analyse de leur savoir-faire notamment en matières environnementale et sur l'analyse découlant des montants proposés dans leur offre de prix.

Après l'analyse de chaque offre indépendamment, le titulaire devra établir une synthèse permettant de comparer aisément les différentes offres sur la base des critères de jugement définis dans le dossier de consultation (prix/coût, valeur technique, etc.) et détaillera son analyse en proportion de la complexité de l'opération, notamment en cas de désamiantage.

Cette synthèse conclusive fera l'objet d'échanges avec le maître d'ouvrage et sera reprise autant que de besoin, par le titulaire suite aux remarques de l'EPA.

Le Maître d'œuvre assistera et participera à la Commission d'analyse des marchés dont les dates seront fixées par l'EPA, Commission pendant laquelle il présentera son analyse des offres.

En cas de procédure qui autorise la négociation, le titulaire assistera l'EPA lors des différentes mises au point avec les entrepreneurs, afin de préciser l'offre de chacun, d'obtenir des réponses nécessaires, d'arrêter les prix et confirmer les conditions de la réalisation des travaux. Ainsi, le Maître d'œuvre sera chargé de proposer les axes de négociation, de participer à toutes les réunions de négociation prévues avec l'ensemble des candidats. Cette phase de négociation donnera lieu à une nouvelle analyse des offres après négociation. Cette dernière sera établie par le titulaire de l'accord-cadre.

Sous réserve de mention contraire dans le bon de commande, cette prestation sera réalisée dans un délai global d'environ 3 semaines à compter de la transmission par l'EPA des offres des entreprises.

Cette prestation sera rémunérée par application des prix B.3. du bordereau de prix.

2.3. Mission 3: Suivi des travaux de déconstruction

Suite à la désignation du ou des titulaires du marché de déconstruction, le Maître d'œuvre désigné pourra se voir confier la Direction de l'Exécution du ou des marchés de Travaux, la coordination de chantier et l'assistance à l'EPA lors des opérations de réception.

La durée de la mission correspondra à la durée de validité du marché de travaux de déconstruction ou à la durée de la commande des travaux de démolition, augmenté de l'année de GPA. Les délais partiels d'exécution de cette prestation seront liés au calendrier prévisionnel des travaux.

Est défini comme un unique chantier, l'ensemble des travaux de démolition d'un ou de plusieurs bâtiments situés sur un même site. Ces bâtiments pourront être mitoyens, sans que cette condition ne soit obligatoirement remplie. Ces démolitions pourront être :

- Soit phasées dans le temps ;
- Soit réalisées dans une même temporalité.

Il n'est pas à exclure la possibilité que le phasage oblige le repli des installations de chantier entre la démolition de deux ou plusieurs bâtiments. Généralement, découlera d'un chantier, une unique préparation de chantier par l'entreprise de démolition, et un unique DOE.

Pour un chantier donné, seul le montant total des travaux fixera la rémunération du Maître d'œuvre, indépendamment du nombre de bâtiments à démolir et du phasage de la démolition. Il est précisé que le montant des travaux de démolition du chantier objet de la mission DET, sera défini :

- Par la somme des bons de commande émis pour un même chantier, dans le cas où l'entreprise serait mandatée via un accord cadre à bons de commande ;
- Par la somme du marché et de ses avenants pour un même chantier, dans le cas où l'entreprise serait mandatée via un marché global et forfaitaire.

Mission 3.a. - Direction de l'Exécution des Travaux

En premier lieu, le Maître d'œuvre s'assurera que tous les débranchements de réseaux ont bien été effectués par chaque concessionnaire concerné ou prestataire mandaté par l'EPA et que le site de sur lequel se trouve la démolition est libéré de tous réseaux.

Les marchés de travaux de déconstruction prennent majoritairement la forme d'accords-cadres à bon de commande ayant pour objet la déconstruction de maisons et de bureaux d'une part, la déconstruction de hangars d'autre part. Les biens à déconstruire ne sont pas spécifiquement identifiés au moment de l'écriture de ces accords-cadres.

Lorsqu'un besoin en déconstruction est identifié, et conformément aux dispositions de l'article 7 du présent CCTP, l'EPA procédera à la réalisation de l'ensemble des diagnostics préalables nécessaires à la déconstruction des ouvrages concernés

(bâtiment ou ensemble de bâtiments). Sur la base des résultats de ces diagnostics, l'EPA établira un programme de démolition qui constituera :

- Pour le titulaire du marché de déconstruction : la donnée d'entrée pour l'élaboration des documents d'exécution ;
- Pour la Maîtrise d'œuvre : la donnée d'entrée nécessaire à l'exécution de la mission Direction de l'Exécution des Travaux (DET).

Dans ce contexte, le titulaire du présent accord-cadre s'assurera de la bonne transmission, par l'entreprise de déconstruction des documents d'exécution dans les délais prescrits par le programme de démolition. Ces documents comprendront notamment :

- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux ;
- Le(s) mode(s) opératoire(s) de déconstruction ;
- Le(s) plan(s) d'installation de chantier ;
- Le(s) plan(s) de circulation ;
- Le plan de retrait ;
- La note méthodologique de gestion du risque plomb ;
- Tout autre document exigé dans le cadre de l'opération.

Le Maître d'œuvre examinera, visera et validera les documents transmis. A ce titre, il portera son attention particulière à :

- L'examen du calendrier prévisionnel d'exécution proposé par l'(les) entrepreneurs ; d'en proposer le cas échéant l'acceptation à l'EPA pour notification par ordre de service ; le cas échéant le refuser et organiser toute séance de travail utile pour parvenir à un calendrier de travail donnant satisfaction ;
- La vérification de l'adéquation des documents d'exécution produits par l'(les) entreprise(s) avec les dispositions des études effectuées, le programme de déconstruction émis par le Maître d'Ouvrage et/ou avec les marchés de travaux ;
- Le cas échéant, la vérification du devis de travaux et la vérification de son adéquation avec le programme de déconstruction et les documents d'exécution ;
- L'examen et l'approbation des matériaux et matériels nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

A l'issue, le Maître d'œuvre délivrera les visas correspondants ou exigera les modifications nécessaires, et ce autant de fois que requis, jusqu'à validation complète des documents.

Dans un deuxième temps, dès la phase d'installation de chantier, et dans le cadre de la direction de l'exécution du ou des contrats de travaux, le titulaire devra :

- Organiser et animer les réunions de chantier, à minima sur un rythme hebdomadaire, ou à défaut, sur un rythme convenu avec la maîtrise d'ouvrage ;
- Rédiger les comptes rendus des réunions de chantier et les diffuser à l'EPA et à l'ensemble des participants par courrier électronique sous un délai de trois jours à compter de la réunion ;
- Délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ;

- Assurer le suivi et le contrôle de l'état d'avancement général des travaux à partir du calendrier prévisionnel, et des documents d'exécution validés. Ce suivi comprend notamment :
 - la vérification de la concordance entre l'avancement réel et le planning contractuel ;
 - la vérification de la bonne exécution des travaux conformément aux prescriptions du ou des contrats de travaux, aux dispositions des études effectuées, aux documents d'exécution validés, et aux préconisations du bureau de contrôle et AMo le cas échéant ;
 - la vérification du respect des prescriptions techniques et des règles de l'art ;
 - la vérification de la conformité des ouvrages et travaux réalisés par les plans et spécifications des marchés ;
 - la proposition de mesures correctives en cas de dérive ;
 - tous déplacements nécessaires sur chantier sans limitation du nombre ;
 - tout échange avec la(les) entreprise(s) de travaux, sans limitation du nombre.
- Demander, si nécessaire, des essais, contrôles, vérifications (conformité réglementaire, qualité des matériaux, performances) ;
- Informer systématiquement le Maître d'Ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables sur le plan technique, administratif ou financier ;
- Alerter la Maîtrise d'Ouvrage en cas de dépassement du montant des travaux commandés. Le Maître d'œuvre aura à charge la vérification des propositions financières de l'entreprise de déconstruction en cours de travaux et donnera son avis ;
- S'assurer que le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé est destinataire de l'ensemble des éléments relevant de sa compétence et que ses commentaires et avis sont effectivement pris en compte ;
- Vérifier l'habilitation des travailleurs à la réalisation de travaux spéciaux (amiante, plomb, conduite d'engins...) ;
- S'assurer de la déclaration des sous-traitants et contrôler préalablement les déclarations de sous-traitance (DC4) transmises par les titulaires des marchés de travaux avant de les remettre au maître d'ouvrage avec son avis motivé ;
- S'assurer que l'exécution des travaux est effectuée dans le respect rigoureux des lois et règlements applicables en matière d'hygiène et de sécurité des travailleurs, ceci en collaboration avec le coordinateur SPS de l'EPA le cas échéant
- Faire appliquer auprès de la ou des entreprises le RCFN et prévenir l'EPA en cas de manquement d'une ou des entreprises
- Contrôler le registre déchet du titulaire travaux ;
- Contrôler préalablement les bordereaux de suivis des déchets (BSD et BSDA) transmis par les titulaires des marchés de travaux avant de les remettre au maître d'ouvrage avec son avis motivé ;
- S'assurer de l'évacuation des déchets, avec vérification des quantités, dans les filières appropriées et de leur traçabilité (BSD et BSDA) ;
- S'assurer que les préconisations émises en matière d'enjeux faunes et flores sont respectés ;

- Si nécessaire, proposer l'application de pénalités.

Est intégré à cette mission l'Ordonnancement, le Pilotage et la Coordination des entreprises liées à la déconstruction de l'Ouvrage dans le cas d'un accord-cadre multi-attributaires.

Responsabilités

Dans le cas où des désordres apparaîtraient pendant le chantier de déconstruction, malgré les précautions prises par le Maître d'œuvre, que ce soit celles figurant dans le marché de travaux, ou celles définies par lui dans le cadre de sa mission de définition de modes opératoires de démolition, le maître d'œuvre devra alerter **sans délai** l'EPA. Il incombera dans ce cas au Maître d'œuvre de prescrire les mesures conservatoires et/ou confortatives à prendre pour remédier aux désordres en question. Cette prescription est strictement incluse dans la mission DET.

De même, le Maître d'œuvre devra alerter sans délai l'EPA :

- en cas d'incident survenu en cours de chantier présentant un risque sanitaire ;
- en cas d'incident survenu en cours de chantier remettant en question la sécurité des personnes ;
- en cas de découverte d'une pollution spécifique des sols par l'entreprise en cours de chantier.

A ce titre, le Maître d'œuvre désigné, en lien avec le Coordonnateur Sécurité du chantier, aura tout pouvoir pour stopper les travaux sur la zone concernée et pourra demander à l'entreprise de procéder, sur d'autres zones, à l'exécution des tâches prévues à son marché.

De plus, le Maître d'œuvre devra informer l'EPA des anomalies constatées dans le déroulement des travaux (délais, non-respect des marchés), et de formuler toute proposition pour y remédier.

Dispositions environnementales

Par ailleurs, le Maître d'œuvre désigné aura à charge de veiller au respect de la réglementation en vigueur en matière de protection de l'environnement et à la réduction des impacts engendrés par chaque chantier de démolition sur l'environnement extérieur et que la santé des personnes à travers notamment :

- La préservation des ressources naturelles,
- La réduction de la pollution de l'air, de l'eau et des sols,
- La gestion différenciée des déchets,
- La prise en compte des sources de nuisances pour les ouvriers et les riverains du chantier,
- L'information et la sensibilisation du personnel et des riverains.

En conséquent, et comme évoqué ci-dessus, il fera appliquer auprès de la ou des entreprises le RCFN et préviendra l'EPA en cas de manquement d'une ou des entreprises.

En lien avec le CSPS, il aura la responsabilité de l'organisation particulière des chantiers au niveau :

- De la signalétique indiquant la nature des déchets à déposer,
- De l'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôt des déchets,
- De l'information du chef d'entreprise et du chef de chantier responsables de la transmission de l'information auprès de l'équipe,
- Du suivi de la gestion des déchets :
 - la Maîtrise d'œuvre devra être assidue dans la collecte et la vérification des bordereaux de suivi des déchets et/ou bons de pesée remis par l'entreprise, collecte et vérification qui devra être réalisée de façon **hebdomadaire**. Ainsi, chaque semaine, un tableau récapitulatif des déchets évacués et des filières d'évacuation devra être mis à jour et envoyé à l'EPA.
 - La Maîtrise d'œuvre aura la charge du suivi, de la coordination et du contrôle de la gestion des déchets de chantier produits lors des travaux, en conformité avec la réglementation en vigueur, notamment le décret n°2016-288 du 10 mars 2016 relatif au tri 5 flux (papier/carton – métal – plastique – verre – bois) et le décret n°2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri 7 flux (complète le tri 5 flux en y ajoutant la fraction minérale et les déchets plâtre. Comme la réglementation l'impose, le tri 5 flux sera mis en place sur l'ensemble des chantiers de déconstruction, et le tri 7 flux sera réalisé sur les chantiers soumis au diagnostic PEMD. Le tri 5 ou 7 flux ne sera pas réalisé dans les cas prévus par la réglementation (impossibilité technique : par exemple, manque de place sur le chantier ; surcoûts disproportionnés par rapport à la gestion mutualisée des déchets ; accès ou configuration empêchant la mise en place des bennes séparées ; déchets trop imbriqués rendant le tri impossible, etc.)

Enfin, le Maître d'œuvre sera chargé de l'organisation et du suivi de la gestion des déchets de chantier, en s'appuyant que le Règlement de Chantier à Faibles Nuisances élaboré par l'EPA, et dont les éléments lui seront fournis en cours de mission. Il devra notamment proposer les prescriptions de chantier de démolition à faible impact et animer et contrôler la gestion des déchets du chantier afin de :

- Classifier et quantifier les déchets,
- Trier et stocker les déchets sur place ou sur site de l'OIN (organisation du tri, du stockage, de l'évacuation),
- D'évacuer les déchets (optimisation du transport),
- D'éliminer les déchets (valorisation des déchets par les filières locales si possible) : traitement des Déchets Inertes (DI), des Déchets Industriels Banals (DIB), des Déchets Dangereux (DD), etc..

Il devra veiller au respect des objectifs de revalorisation des déchets fixés à l'entreprise de démolition par son marché.

Gestion financière et assistance au règlement des litiges

Le titulaire du présent accord-cadre aura pour mission de :

- vérifier les projets de décomptes mensuels et/ou les demandes d'avances présentés par les entreprises titulaires des accords-cadres de travaux de déconstruction ;
- établir les états d'acomptes sur la base des décomptes validés ;
- vérifier le projet de décompte final établi par chaque entreprise ;
- établir le projet de décompte général. Il donnera un avis au Maître d'Ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général. Il assistera le Maître d'Ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi que dans l'instruction des mémoires en réclamation de ou des entreprises ;
- assister le Maître d'Ouvrage en cas de litige relatif au règlement des travaux.

Cette prestation sera rémunérée par application des prix C.1. du bordereau de prix, qui se décomposent en fonction du seuil du montant des travaux à réaliser.

Mission 3.b. - Assistance lors des opérations de réception (AOR) et pendant les périodes de garantie de parfait achèvement (GPA)

Pour un chantier donné, le Maître d'œuvre désigné assistera l'EPA lors des opérations de réception dans les modalités prévues à l'article 41 du C.C.A.G. de travaux. Il effectuera notamment la reconnaissance des ouvrages exécutés, des épreuves prévues au contrat, la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché, des imperfections ou des malfaçons, les constatations relatives au repliement des installations de chantier, à la remise en état des lieux et à l'achèvement des travaux.

A cet effet, il organisera les opérations préalables à la réception des travaux, établira par corps d'état ou par lot la liste des réserves, assurera le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée et procéder à l'examen des désordres signalés.

Il établira lors de la dernière réunion le ou les procès-verbaux de réception des travaux du chantier concerné, y compris les procès-verbaux de réception partielle des travaux, après constat de leur parfait achèvement au regard de sa mission (à la notification de la levée de la dernière réserve). Dans le cas où le chantier comprendrait plusieurs bons de commande, plusieurs procès-verbaux pourront être établis par le Maître d'œuvre.

Par ailleurs, il contrôlera et visera le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) nécessaire à la parfaite connaissance de l'état du terrain laissé en place après intervention de l'entreprise. Il réalisera l'ensemble des échanges nécessaires avec l'entreprise jusqu'à obtention du DOE conforme aux attentes de la Maîtrise d'Ouvrage. Ce DOE retracera également l'historique factuel des travaux réalisés. Il

sera notamment constitué des éléments de récolement fournis par l'(les) entreprise(s).

Le Maître d'œuvre assistera également le Maître d'Ouvrage pendant les périodes de garantie de parfait achèvement (GPA).

A ce titre, le Maître d'œuvre devra, au cours du délai susvisé, constater les désordres qui apparaîtraient pendant ledit délai, solliciter les entreprises afin de remédier aux désordres, constater qu'il a été remédié aux imperfections et malfaçons et dresser le procès-verbal de levée de GPA dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Cette prestation sera rémunérée par application du prix C.2. du bordereau de prix.

Mission 3.c. – Dispositifs de surveillance vibratoire et nuisances sonores

Dans le cadre de la mission DET, il pourra être demandé au Maître d'œuvre, la fourniture, la mise en place, la location mensuelle, le suivi et l'exploitation de capteurs destinés à la mesure des vibrations et des nuisances sonores générées par le chantier de démolition.

Les capteurs seront installés sur les bâtiments mitoyens ou à des emplacements stratégiques définis par la Maîtrise d'Œuvre en concertation avec le Maître d'Ouvrage et les parties prenantes (propriétaires riverains, bureaux de contrôle, etc.).

L'objectif est de contrôler en temps réel les niveaux de vibration et de bruit afin :

- de prévenir les risques pour les structures environnantes ;
- d'informer immédiatement en cas de dépassement des seuils préalablement définis ;
- d'assurer un suivi des nuisances en lien avec les phases de chantier.

Dans ce contexte, il pourra être demandé au Maître d'œuvre la fourniture, mise en place et location de :

- Capteurs vibratoires tridimensionnels (V, L, T), permettant le suivi vibratoire conformément aux normes en vigueur (circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations émises par les ICPE, normes NF E90-020 et ISO 2631), avec enregistrement en continu des accélérations et vitesses particulières – le système devra permettre le paramétrage en fonction des classes de sensibilité des ouvrages surveillés (résistants, sensibles, très sensibles) ;
- Capteurs de bruit (sonomètres) mesurant en dB(A) avec stockage et alerte en cas de dépassement, permettant de répondre aux exigences de l'arrêté du 23 juillet 1997.

Les appareils devront disposer des fonctionnalités suivantes :

- Enregistrement en continu 24h/24 pendant toute la durée des travaux ;
- Transmission automatique des données vers une plateforme de suivi en ligne accessible à la MOE et au MOA ;
- Système d'alerte automatique par SMS et courriel en cas de dépassement des seuils prédéfinis pour les vibrations ou pour le bruit (valeurs seuils à définir) ;
- Alimentation autonome (batterie longue durée ou alimentation sur secteur avec secours).

Le titulaire du présent accord-cadre prendra en charge l'installation des capteurs selon un plan validé par les parties prenantes du chantier. Les points de pose tiendront compte des spécificités des bâtiments (nature des structures, état des lieux préalables) et des zones sensibles identifiées (écoles, hôpitaux, bâtiments patrimoniaux, etc.).

L'installation sera réalisée avant le démarrage des travaux générant des nuisances.

La maintenance, la vérification périodique et le bon fonctionnement des capteurs sont à la charge du titulaire pendant toute la durée de la location.

Le titulaire fournira un rapport mensuel contenant à minima :

- l'analyse des enregistrements (vibrations et bruit) avec mise en corrélation avec les activités de chantier (date, heure, type d'opération) ;
- les éventuels dépassements de seuils avec explication des causes probables ;
- une analyse de risque vis-à-vis des bâtiments mitoyens, au regard des niveaux mesurés et des caractéristiques des structures voisines ;
- des recommandations éventuelles pour adapter les méthodes du chantier afin de limiter les nuisances ;
- des mesures correctives ou adaptatives immédiates.

En cas de dépassement significatif, un rapport d'incident devra être remis sous 24h, détaillant l'événement, les mesures enregistrées, les impacts potentiels et les mesures correctives proposées.

La prestation fera l'objet d'une location mensuelle forfaitaire comprenant :

- la fourniture des capteurs ;
- leur installation et leur dépose en fin de chantier ;
- leur maintenance, étalonnage éventuel et remplacement en cas de dysfonctionnement ;
- l'accès à la plateforme de suivi des données ;
- la fourniture des rapports.

Cette prestation sera rémunérée par application des prix C.3. du bordereau de prix.

2.4. Mission 4 : Missions liées à l'économie circulaire

L'EPA Bordeaux Euratlantique souhaite être accompagné par le Maître d'œuvre dans la définition et la mise en œuvre des possibilités de réemploi des matériaux et équipements, et ce à chaque étape des opérations de déconstruction ciblées par l'EPA.

Missions de Moe en phase AVP

Le Maître d'œuvre aura pour mission en phase AVP de :

- Réaliser des sondages et tests de caractérisation le cas échéant ;
- Identifier et définir les gisements et possibilités de réemploi interne au sein des opérations portées par l'EPA ;
- Recenser et qualifier les filières de reprise et de valorisation externes ;
- Proposer une stratégie globale de valorisation et de réemploi visant à atteindre les objectifs fixés par l'EPA ;
- Etablir un scénario de déconstruction intégrant les impératifs de réemploi et de valorisation ;
- Valider l'objectif de réemploi et la stratégie retenue pour un chantier de déconstruction donné ;
- Proposer une stratégie de consultation des entreprises et acteurs du réemploi, le cas échéant ;
- Préparer et diffuser un Appel à Repreneurs selon les besoins identifiés.

Les livrables produits par le Maître d'œuvre au titre de ces missions constituent des éléments intégrés au programme de démolition établi par l'EPA et sont requis dans les délais précisés dans chaque bon de commande.

Pour se faire, les différentes missions qui pourront être confiées au titulaire du présent accord-cadre sont les suivantes :

Mission 4a - Diagnostic Produits, Equipements, Matériaux, Déchets (PEMD)

La présente prestation a pour objet la réalisation d'un diagnostic relatif aux produits, équipements, matériaux et déchets (PEMD) en application des dispositions des articles L. 126-34 à L. 126-35 du Code de la construction et de l'habitation, et de leurs décrets et arrêtés d'application en vigueur et conformément à l'article 51 de la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

Ce diagnostic est réalisé préalablement aux travaux de déconstruction et les livrables associés seront intégrés au programme de déconstruction établi par l'EPA Bordeaux Euratlantique.

Recherches documentaires sur l'historique du bâtiment

L'étude documentaire permet au prestataire de préparer le travail de caractérisation et de quantification des déchets. Les documents facilitent l'intervention et garantissent une meilleure quantification des matériaux et équipements.

Cette étude a pour objectifs :

- D'apporter des renseignements sur le système constructif du/des bâtiment(s) et sur les matériaux mis en œuvre ;
- De prendre en compte l'historique de l'ouvrage afin de localiser les zones ayant fait l'objet d'agrandissements, de surélévations ou de rénovations, susceptibles d'intégrer des matériaux plus récents présentant un intérêt particulier en matière de réemploi ou de valorisation ;
- D'identifier les zones sensibles susceptibles de présenter des déchets dangereux (présence éventuelle d'amiante, de plomb, de fioul ...) ou de matériaux souillés (présence éventuelle de xylophage ou champignon) de de termites...).

Le prestataire procédera à la collecte exhaustive de l'ensemble des documents disponibles relatifs à l'ouvrage. À ce titre, il sollicitera auprès du maître d'ouvrage, ou de toute autre entité désignée, la transmission des pièces suivantes (liste non exhaustive) :

- plans des bâtiments (plans de niveaux, plans de façades, coupes, etc.) ;
- plans des réseaux enterrés et des servitudes ;
- documents relatifs aux Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) ;
- diagnostics antérieurs (amiante, plomb, termites, pollution des sols, etc.) ;
- notices techniques et dossiers des ouvrages exécutés (DOE)

La mise à disposition de plans cotés et actualisés facilitera le travail de localisation et de quantification des matériaux et des équipements. A défaut d'éléments, le prestataire devra s'appuyer sur ceux qu'il trouvera sur site (plan d'évacuation, plan sécurité incendie).

Le titulaire devra porter à la connaissance du Maître d'Ouvrage toute carence documentaire susceptible de nuire à la qualité ou à la précision du diagnostic.

Etablissement du programme d'investigations de terrain et investigations de terrain

Le Maître d'œuvre pourra également être chargé, d'établir un programme d'investigations de terrain, afin d'obtenir une connaissance la plus précise possible de la nature, de la qualité et des quantités de tous les matériaux et équipements composant l'ensemble du ou des bâtiment(s) à déconstruire (y compris sous-sols, toiture, locaux techniques, locaux annexes, etc.). Ce programme ne sera demandé que pour les investigations « lourdes », types carottages, sondages à la pelle mécanique, etc.. Ces investigations seront effectuées dans ou à proximité du ou des bâtiment(s) à déconstruire.

Le résultat de ces investigations constituera un élément d'appui à l'établissement du diagnostic PEMD le plus réaliste possible aux caractéristiques réelles du site et des matériaux. L'objectif étant de dresser un inventaire complet de l'ensemble des

matériaux et des produits présents dans le ou les bâtiments objet(s) de la déconstruction. Il n'est pas écarté l'hypothèse que cette intervention puisse permettre au diagnostiqueur de lever certaines des réserves de son diagnostic amiante.

En cas d'intervention sur un site occupé, le Maître d'Œuvre s'appuiera sur l'expertise du coordonnateur SPS désigné par l'EPA et prévoira les éléments de sécurité nécessaires à la gestion de la coactivité. Dans cette hypothèse, le programme sera co-construit avec les occupants du site concerné, afin que soit pris en compte leurs contraintes d'occupation.

Le programme d'investigation comprendra à minima :

- Les visites de site ;
- L'établissement d'un plan localisant précisément et dimensionnant les sondages et/ou prélèvements (localisation sur plan du sondage, type de sondage, largeur – longueur – profondeur le cas échéant) ;
- L'objectif à atteindre pour chaque sondage (relevé de la structure de la dalle, de fondations, recherche de vestiges, etc.)
- La définition des moyens matériels et humains nécessaires à l'exécution de ce programme (mini-pelle, nacelle ...etc...avec capacité des différents engins, nombre d'opérateurs...etc...) ;
- L'établissement du planning détaillé des investigations ;
- La définition des moyens de protections envisagés, notamment vis-à-vis des tiers en cas d'intervention en site occupé ;
- Les dispositions prévues vis-à-vis des réseaux enterrés le cas échéant ;
- L'établissement de la méthodologie de remise en état des sondages ;
- La définition des analyses réalisées en laboratoire.

A l'issue, le Maître d'œuvre diffusera le programme à l'EPA, qui jugera de la nécessité d'exécuter l'ensemble de ces investigations. L'EPA se réserve le droit de demander une optimisation du nombre de sondages et le Maître d'œuvre réalisera la mise à jour de ce document autant de fois que nécessaire.

Le programme d'investigation sera validé par l'EPA, par le coordonnateur SPS et, le cas échéant, par les occupants du site concerné, qui délivreront les autorisations d'accès sur la base de celui-ci.

L'exécution des travaux devra être conforme aux prescriptions du programme d'investigations. Les lois et règlements applicables en matière d'hygiène et de sécurité des travailleurs, ceci en collaboration avec le coordinateur SPS de l'EPA, devront être respectées à tout moment.

Les travaux d'investigation couvrent notamment :

- le pilotage des opérations ;
- l'encadrement et la supervision des sous-traitants le cas échéant ;
- la réalisation des DICT ;
- l'établissement des plans de prévention nécessaires à l'intervention et/ou nécessaires à l'intervention des sous-traitants ;
- l'amenée et repli des moyens nécessaires à la réalisation des sondages ;
- la réalisation des sondages in-situ, manuellement ou au moyen d'un tracto-pelle, d'une pelle mécanique, d'une foreuse ou d'une carotteuse sur bâti conformément au programme d'investigations ;

- les sondages des parois (sols, cloisons, plafonds, etc.) sur toute leur profondeur avec des outils courants afin d'identifier les matériaux constitutifs ;
- le balisage des fouilles ainsi que la mise en place des mesures de protection définies dans le programme d'investigation ;
- le relevé des structures observées lors de l'établissement des sondages, y compris reportage photographique ;
- le conditionnement des échantillons au besoin ;
- les analyses en laboratoire ;
- le rebouchage des trous de sondages au moyen des matériaux prélevés avec une cimentation au minimum en surface ;
- les échanges avec les interlocuteurs concernés ;
- le repli du chantier et le nettoyage complet des zones d'intervention.

Lors de la réalisation de ces sondages, il n'est pas à exclure l'intervention :

- Du l'Assistant à Maître d'Ouvrage Sites et Sols pollués afin de réaliser des prélèvements et analyses des sols et/ou des remblais ;
- Du diagnostiqueur amiante pour vérifier l'absence d'amiante dans les zones investiguées.

Dans le cas où des désordres apparaîtraient pendant la réalisation des investigations, malgré les précautions prises, le maître d'œuvre devra alerter sans délai l'EPA. Il incombera dans ce cas au Maître d'œuvre de mettre en place les mesures conservatoires et/ou confortatives pour remédier aux désordres en question.

De même, le Maître d'œuvre devra alerter sans délai l'EPA :

- en cas d'incident survenu en cours de chantier présentant un risque sanitaire,
- en cas d'incident survenu en cours de chantier remettant en question la sécurité des personnes,
- en cas de découverte d'une pollution spécifique des sols par l'entreprise en cours de chantier.

Dans un tel cas de figure, les travaux devront immédiatement être stoppés, et ne pourront reprendre qu'après résolution de l'incident, et qu'après approbation du CSPS et la Maîtrise d'Ouvrage. Il pourra néanmoins être demandé au Maître d'Œuvre de procéder, sur d'autres zones, à l'exécution des tâches prévues dans sa commande.

Les délais pour la réalisation de cette mission seront précisés sur chaque bon de commande. La mission sera réputée achevée après exécution complet du programme d'investigations et repli/nettoyage des zones d'intervention.

Etablissement du diagnostic PEMD

Le diagnostic PEMD permettra de caractériser et de quantifier précisément les gisements présents dans le/les bâtiments à déconstruire.

Ce rapport sera conforme à la réglementation en vigueur et comprendra notamment :

- L'inventaire quantitatif et qualitatif des produits, équipements, matériaux et déchets susceptibles d'être réemployés, réutilisés ou recyclés ;
- Les indications sur les possibilités de réemploi, de réutilisation ou de recyclage sur site ou hors site ;

- L'identification des filières de gestion et valorisation potentielles (réemploi, réutilisation, recyclage) ;
- Les préconisations pour la gestion des matériaux dangereux identifiés (amiante, plomb, etc.) ;
- La liste des documents exploités pour l'établissement du diagnostic ;

Le rapport sera déposé sur la plateforme numérique nationale.

Cette prestation sera rémunérée par application des prix D.1. du bordereau de prix.

Mission 4b - Diagnostic Ressources – fiches ressources

Le diagnostic ressources pourra être établi par le titulaire du présent accord-cadre. Il sera établi conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, notamment celles prévues par le décret n° 2021-821 du 25 juin 2021 et l'arrêté du 26 mars 2023 relatif au contenu du diagnostic produits, équipements, matériaux et déchets (PEMD).

Le diagnostic ressources a pour objet d'identifier, de caractériser et de documenter de façon précise et exhaustive les matériaux, produits et équipements de l'ouvrage susceptibles de faire l'objet d'un réemploi, que ce soit in situ, dans le cadre de l'opération de réhabilitation, ou ex situ, en les mettant à disposition de tiers dans un cadre de réemploi, de don ou de vente.

Le diagnostic sera réalisé en amont des travaux de déconstruction. Les livrables issus de ce diagnostic seront intégrés au programme de déconstruction établi par l'EPA Bordeaux Euratlantique. Ce diagnostic aura pour objectif de définir clairement les actions concrètes à mettre en œuvre par l'entreprise de déconstruction en matière d'économie circulaire, tout au long du chantier.

Le diagnostic ressources portera sur l'ensemble des éléments d'ouvrage pouvant présenter un intérêt en matière de réemploi ou de valorisation. Le prestataire devra :

- Réaliser un inventaire détaillé, quantitatif et qualitatif des produits, matériaux et équipements ;
- Localiser sur plans les ressources identifiées et compléter par un relevé photographique ;
- Produire une fiche technique (fiche ressource) pour chaque ressource réemployable, comprenant :
 - La description générale (état, qualité, dimensions, format, masse, composition, usage d'origine, conformité normative) ;
 - Les indicateurs techniques (potentiel de dépose, démontabilité, réparabilité, coefficient de perte à la dépose et à la remise en œuvre, exemples d'usages futurs, éventuelles études complémentaires à réaliser) ;
 - Les indicateurs économiques (existence d'une demande pour la ressource, adéquation du gisement avec les attentes des repreneurs, potentiel de gain économique par rapport au neuf) ;
 - Les indicateurs organisationnels (période du projet propice au démontage, conditions de stockage et de transport, compatibilité

avec la planification des travaux, contraintes logistiques et pénibilité) ;

- Les indicateurs généraux de valorisation (avantages environnementaux, contraintes sanitaires et sécuritaires, contraintes organisationnelles liées à la reprise).

Le diagnostic devra également préciser :

- Les filières recommandées pour le réemploi, le don, la vente, le recyclage ou, à défaut, l'élimination des produits et matériaux, dans cet ordre de priorité ;
- Les échanges avec l'AMO de l'EPA afin d'élargir les possibilités de réemploi, réutilisation, recyclage ;
- Les informations nécessaires à la traçabilité des produits, matériaux et déchets ;
- Les éventuelles analyses ou essais complémentaires permettant de garantir la réutilisation ;
- Les impacts environnementaux et économiques estimés à ce stade pour les matériaux ou familles de matériaux identifiés.

Le diagnostic sera livré sous forme numérique, comprenant :

- L'inventaire détaillé et ses fiches ressources ;
- Les plans de localisation des ressources ;
- La photothèque des ressources recensées ;
- La synthèse des orientations de valorisation.

Au besoin, un programme d'investigation de terrain et des investigations de terrain pourront être réalisés conformément à la description de la mission 5.a.

Cette prestation sera rémunérée par application du prix D.2. du bordereau de prix et éventuellement par l'application des prix D.1.a. à D.1.i. pour la réalisation des investigations in-situ.

Mission 4c – Mission en phase VISA/DET en matière d'économie circulaire

Le maître d'œuvre veillera à la bonne intégration des objectifs dans l'organisation du chantier.

Ainsi, dans le cadre de la mission VISA, le maître d'œuvre procèdera à l'examen des documents d'exécution (note méthodologique de déconstruction, plans de gestion des déchets, plans de réemploi et de valorisation des matériaux, calendrier, ainsi que de tout document produit par l'entreprise relatif à l'économie circulaire, etc.). Le Maître d'œuvre s'assurera que ces documents remis par l'entreprise :

- Respectent les objectifs fixés dans le programme de démolition, et particulière dans le diagnostic/fiches ressources ;

- Sont compatibles avec les objectifs du Maître d'Ouvrage en matière de prévention des déchets, de tri, de réemploi, de recyclage et de valorisation des matériaux ;
- Sont en adéquation avec les exigences réglementaires en vigueur, notamment celles issues de la réglementation sur la gestion des déchets de chantier et la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (dite loi AGEC).

Le maître d'œuvre formulera ses observations et avis sur ces documents et les communiquera au Maître d'Ouvrage pour validation ou demande de modification.

En phase VISA et DET, le Maître d'œuvre devra :

- Coordonner et accompagner les différents acteurs (entreprise de déconstruction, Amo de l'EPA, repreneurs des ressources, partenaires locaux ou institutionnels, etc.) afin de faciliter la mise en œuvre des actions prévues en matière de tri, de réemploi, de recyclage et de valorisation des matériaux. Cette coordination pourra se faire via des ateliers de réemploi que le Maître d'œuvre organisera et animera ;
- Suivre et contrôler la bonne exécution des engagements pris par l'entreprise dans le cadre de son offre financière (devis établit sur la base des prix unitaires de son accord-cadre) ;
- Veiller au respect des méthodologie de tri à la source, de stockage, de réemploi, de valorisation et d'évacuation des matériaux ciblés ;
- Collecter et centraliser les documents de traçabilité permettant de vérifier le respect des obligations réglementaires ;
- Identifier les écarts, les signaler à l'EPA. Le Maître d'œuvre identifiera les réussites, les difficultés, les non-conformités ou dysfonctionnements constatés, et proposer des actions correctives adaptées ;
- Etablir un compte-rendu périodique, dont la fréquence sera définie par chantier, sur le suivi des actions en matière d'économie circulaire et de gestion des déchets, le diffuser à l'ensemble des acteurs concernés.

Cette prestation sera rémunérée par application des prix E. du bordereau de prix.

Mission 4d – Mission en phase AOR en matière d'économie circulaire

Dans le cadre de la phase Assistance aux Opérations de Réception (AOR), le maître d'œuvre est chargé :

- de vérifier la bonne exécution des prestations des entreprises au regard des prescriptions contractuelles relatives à l'économie circulaire, au tri des matériaux, au réemploi, au recyclage et à la valorisation des ressources ;
- de contrôler la conformité et l'exhaustivité des documents de traçabilité remis par les entreprises, notamment :
 - les bordereaux de suivi des déchets (BSD) ;

- les attestations de valorisation et de recyclage ;
- les bilans des flux de matériaux déconstruits, valorisés, réemployés, recyclés ou éliminés ;
- tout document permettant au maître d'ouvrage de satisfaire à ses obligations réglementaires en matière de gestion des déchets et d'économie circulaire ;
- d'établir un bilan de fin d'opération en matière d'économie circulaire comprenant :
 - un état quantitatif des matériaux déconstruits, des flux valorisés, réemployés, recyclés ou mis en décharge, avec distinction des valorisations matière/énergétique, des valorisations in-situ ou ex-situ ;
 - une analyse des écarts éventuels entre les objectifs prévus et les résultats obtenus ;
 - l'identification des points de satisfaction, des difficultés rencontrées, des dysfonctionnements éventuels et des mesures correctrices mises en œuvre ;
 - des recommandations pour les opérations futures en matière de gestion des ressources et des déchets ;
 - d'assister le maître d'ouvrage dans la préparation et la réalisation des opérations de réception des travaux au titre de l'économie circulaire et de la gestion des déchets, et de proposer les éventuelles réserves à émettre sur ces aspects ;
 - de produire un rapport final consolidé et de fournir les éléments nécessaires aux déclarations réglementaires du maître d'ouvrage concernant la gestion des déchets et l'économie circulaire, conformément au code de l'environnement et aux dispositions applicables.

Le maître d'œuvre agit dans le respect des prescriptions du marché, des pièces contractuelles, des diagnostics réglementaires, ainsi que des textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs à la prévention des déchets, au tri, au réemploi et à la valorisation des matériaux.

Cette prestation sera rémunérée par application des prix D.3. du bordereau de prix.

Mission 4e – Conseil juridique en matière d'économie circulaire

Le titulaire du présent marché pourra être amené à assurer un accompagnement juridique complet dans le domaine de l'économie circulaire, et notamment dans le cadre des opérations de réemploi, réutilisation, cession ou transfert de matériaux, produits et équipements issus de travaux de déconstruction.

Cette mission a pour objectif de sécuriser l'ensemble des démarches de valorisation des matériaux (réemploi in situ, réemploi ex situ, vente, don, cession à titre gratuit

ou onéreux), en garantissant leur conformité au droit en vigueur et la protection des intérêts du maître d'ouvrage.

Le titulaire pourra être amené à intervenir sur les points suivants :

- Analyse des enjeux réglementaires et contractuels ;
- Identification des obligations légales et réglementaires applicables en matière de cession, transfert, réemploi et réutilisation des matériaux, notamment au regard :
 - du Code de la construction et de l'habitation,
 - du Code de l'environnement,
 - du Code civil,
 - des règles de responsabilité des producteurs et détenteurs de déchets.

Le titulaire pourra être amené à proposer à rédiger :

- des conventions de cession de matériaux, encadrant les conditions de transfert de propriété, les responsabilités respectives des parties, les garanties associées, les obligations de traçabilité et les modalités financières éventuelles ;
- des fiches de transfert de matériaux, destinées à formaliser les opérations de réemploi et à en assurer la traçabilité, précisant notamment l'identité des parties, la description des matériaux, les conditions de transfert, les responsabilités et les usages prévus ;
- tout autre acte ou convention jugé nécessaire au bon déroulement des opérations de réemploi et de valorisation des matériaux ;
- toute note complémentaire utile, notamment en matière de traçabilité, assurances, pénalités en cas de manquement, et obligations liées à la sécurité sanitaire et environnementale.

Le titulaire pourra être amené à apporter son conseil lors des négociations avec les repreneurs potentiels (donataires, acquéreurs, plateformes de réemploi, filières de valorisation), afin d'assurer la sécurisation des engagements contractuels.

Il pourra lui être demandé de préciser les responsabilités respectives du maître d'ouvrage, des entreprises de travaux, des repreneurs et autres tiers au regard des matériaux cédés (état, conformité réglementaire, absence de substances dangereuses, garanties éventuelles, responsabilité en cas de dommage).

Le conseil juridique sera fourni selon un calendrier défini conjointement avec le maître d'ouvrage, en fonction de l'avancement des études de diagnostic et des phases de travaux. Le titulaire devra s'adapter aux échéances du projet et fournir des documents conformes aux exigences des autorités de contrôle et des assurances.

Le titulaire signalera immédiatement au maître d'ouvrage tout point nécessitant une analyse complémentaire ou présentant un risque juridique particulier.

Les prestations réalisées devront être conformes à la réglementation en vigueur et actualisées en fonction des évolutions législatives et réglementaires applicables à la date de remise des livrables.

Le titulaire s'engage à fournir des documents et un conseil garantissant la sécurité juridique des opérations de cession et de réemploi des matériaux, et à informer le

maître d'ouvrage des limites éventuelles des garanties qui pourraient être offertes dans ce cadre.

Cette prestation sera rémunérée par application des prix E.4. du bordereau de prix.

2.5. Mission 5 : Autres missions d'expertise et d'assistance

Outre les missions décrites ci-dessus, le titulaire pourra se voir commander des prestations complémentaires sur des problématiques liées à la réalisation des chantiers de démolition (réflexion sur des questions de coactivité, sur une problématique spécifique de revalorisation des déchets, sur des questions techniques de démolition-réhabilitation de bâtiment, etc.). Ces prestations peuvent prendre la forme de notes écrites, de réunion de travail, de missions d'AVP, ou de missions complémentaires à la mission DET.

A titre d'exemple, il pourra être demandé au Maître d'œuvre titulaire du présent accord-cadre :

- des études de phasage et d'organisation des marchés de travaux ;
- la rédaction des NPSF (Notice Particulière de Sécurité Ferroviaire) ;
- la présence à certaines réunions spécifiques (par exemple, réunion d'expertise dans le cadre d'un référé préventif) ;
- des études techniques en phase AVP de travaux de confortements d'un bâtiment mitoyen à la démolition, avec accompagnement d'un BET ;
- l'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier de déconstruction. Pour mémoire, la mission OPC dans le cadre d'un marché multi-attributaire faisant intervenir plusieurs entreprises liées à la déconstruction de l'ouvrage en question est incluse dans la mission 3.a. « Direction de l'Exécution des Travaux ». La mission complémentaire d'OPC concerne uniquement l'Ordonnancement, le Pilotage et la Coordination des intervenants tiers à la déconstruction de l'ouvrage et devant réaliser des travaux en coactivité avec les travaux de déconstruction (exemple : travaux de dépollution pilotés par une Maîtrise d'œuvre extérieure) ;
- la prorogation d'un permis de démolir ;
- la rédaction d'un marché global et forfaitaire ;
- toute autre mission nécessaire au bon déroulement des travaux de déconstruction sur un site donné.

La mission et les délais d'exécution seront clairement définis dans chaque bon de commande émis par l'EPA.

Cette prestation sera rémunérée par application des prix E. du bordereau de prix.